

vernement du Canada a prêté à la Grande-Bretagne un certain montant en devises canadiennes pour que celle-ci paye les marchandises qu'elle a achetées au Canada. En vertu d'un accord, le Gouvernement du Royaume-Uni effectue-t-il présentement des paiements à même ce montant en dollars canadiens?

Le PRÉSIDENT: Oui, c'est ce que je comprends.

L'hon. M. BURCHILL: Voici comment je comprends la question,—je ne me place qu'au point de vue théorique,—supposons que le gouvernement du Canada consente à accepter les devises anglaises,—soit des livres au lieu des dollars canadiens,—à cette fin seulement, puis, comme vous le proposez, effectue des placements en Grande-Bretagne avec l'argent qu'il recevrait. Est-ce l'hypothèse à laquelle vous songez?

M. NELLES: Oui. En mettant ce plan à exécution nous serions en mesure de transférer des devises.

M. BURCHILL: Et cela atténuerait le besoin qu'a la Grande-Bretagne en dollars canadiens.

L'hon. M. CAMPBELL: Cela ne mène absolument à rien. Si l'on vend à la Grande-Bretagne et qu'on accepte les devises sterling, puis qu'inversement on dépense cet argent en Grande-Bretagne, soit pour des marchandises soit pour des services, on n'est pas plus avancé.

Le PRÉSIDENT: Sénateur Campbell, nous ne sommes pas nécessairement obligés de le dépenser en Grande-Bretagne. On peut le dépenser en Afrique du Sud ou en Australie. Je discutais ce point-là il y a quelques semaines avec un monsieur de la Jamaïque. On y commençait justement la construction d'un grand hôtel. La Jamaïque a besoin d'hôtels et de terrains de jeux. Il lui faut un couple de millions de dollars et de nombreux Canadiens et Américains souscriront sans doute à ce fond. J'ai causé de la question et l'on m'a dit que tout capital placé dans une entreprise à la Jamaïque peut être retiré à n'importe quel moment, ainsi que les dividendes et les intérêts et qu'un tel placement était absolument libre. En combien d'endroits de l'Empire Britannique les devises sont-elles convertibles? Vous savez que la livre anglaise n'est pas convertible, la livre australienne non plus; d'ailleurs vous êtes au courant de ce que les Russes ont fait: ils ont acheté toute la récolte avec des livres sterling.

L'hon. M. CAMPBELL: J'aimerais connaître l'opinion du témoin à ce sujet. Peut-il me dire quel avantage découlerait du fait que le Gouvernement accepterait les devises étrangères si on devait dépenser de nouveau cet argent, peu importe dans quel pays? Ce n'est avantageux que comme garantie; car lorsqu'un chargement de marchandises est finalement livré à un pays incapable de payer, il résulte de cette situation que ses devises sont acceptées, gelées et retenues par ce pays. Pouvez-vous m'expliquer quel avantage il y a à accepter les devises sterling et les livres, puis à les dépenser le lendemain en Australie ou ailleurs?

L'hon. M. CRERAR: Avant que les témoins répondent à cette question, je ferai remarquer que le sénateur a, à mon avis, soulevé un point très important. Prenons en exemple un million de boisseaux de blé. Il est manifeste qu'habituellement nos commerçants n'accepteraient pas de devises sterling en paiement de ce million de boisseaux de blé, pour la bonne raison qu'ils ont payé ce blé avec des dollars. Si le Gouvernement du Canada déclare: "Nous allons vendre un million de boisseaux de blé en échange de devises sterling", il devra, dans ce cas, trouver des dollars afin de payer les agriculteurs qui ont produit ce blé, vu qu'il ne peut leur dire: "Voici votre paiement en monnaie sterling" étant donné que les agriculteurs ne peuvent utiliser cette sorte de devises.

Cela ne revient-il pas à dire que si nous acceptons des devises sterling en échange d'un million de boisseaux de blé, il faudra que le Gouvernement du